

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1741

Rubrik: [Impressum]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 03.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

groupe? Le membre d'un parti peut-il se considérer comme un sujet qui, avec d'autres aussi libres que lui, génère du pouvoir au sens d'Arendt? Ou est-il réduit à n'être que l'objet de décisions prises par d'autres, si bien que le groupe pèse moins que la somme de tous les individus qui le composent et perd, voire abandonne du pouvoir politique?

Dans les sections du PSS, la réunion mensuelle devient l'exception. Les sections se considèrent de moins en moins comme ces *«intellectuels collectifs»* générateur de pouvoir – c'est ainsi qu'Antonio Gramsci qualifiait les partis démocratiques de gauche adultes – au sein desquels on réfléchit, analyse et agit. Cette évolution me paraît alarmante. C'est ainsi que le PSS perd du pouvoir, parce qu'il peine à organiser les lieux qui seuls génèrent le pouvoir.

La conception républicaine de la politique

C'est à partir de cette notion de l'action élaborée par Arendt que Jürgen Habermas distingue les conceptions *«libérale et républicaine de la politique»*. Pour lui, *«la différence essentielle»* réside dans *«la compréhension du rôle du processus démocratique»* et du *«concept de citoyen»*.

Dans la conception libérale, la politique a pour *«fonction d'agréger et de faire valoir les intérêts privés au sein de la société, face à un appareil d'Etat spécialisé dans l'utilisation administrative du pouvoir politique au service d'objectifs collectifs»*.

«Dans la conception républicaine, la politique ne se limite pas à cette fonction de médiation. Elle participe au processus de constitution de la société. La politique est conçue comme le reflet d'une cohérence morale». Selon Habermas, dans la *«conception républicaine, le statut des citoyens n'est pas défini par des libertés négatives que ces derniers peuvent revendiquer en tant que personnes privées»*. Ce sont les libertés positives qui permettent l'action, *«des libertés qui ne protègent pas tant des contraintes extérieures qu'elles garantissent la participation à une pratique collective qui seule peut faire des citoyens ce qu'ils veulent être – des sujets politiquement responsables dans une communauté d'êtres libres et égaux»*.

Les racines d'une telle conception républicaine de la politique et de la démocratie remontent à l'Antiquité et à Aristote. De mon point de vue, il est particulièrement important de reconstruire et d'actualiser ces racines, parce qu'aujourd'hui plus

qu'autrefois de nombreux êtres humains ont la capacité de devenir et d'être de tels citoyens. C'est pourquoi aujourd'hui nous avons besoin d'établir une démocratie transnationale, une démocratie et des libertés non seulement dans l'espace européen mais aux dimensions du monde, nécessaires à la civilisation de la globalisation.

Il est d'autant plus navrant de constater qu'actuellement le citoyen est dégradé en un consommateur du politique. Cette conception consumériste semble gagner presque sans opposition la gauche et en particulier le PSS. C'est l'une des raisons de son impuissance face au blochérisme et à la blochérisation de la Suisse depuis une décennie. Or il n'est pas possible de contrer ces phénomènes sur le mode consumériste. Nous devons réfléchir à nouveau à la manière dont nous pouvons générer et développer notre pouvoir. Nous ne devons plus laisser en jachère notre capacité *«à faire notre possible»*. Nous devons à nouveau nous *«concevoir comme des êtres politiques»* qui se caractérisent par leur compréhension de l'action.

Adaptation française par Jean-Daniel Delley d'un texte en allemand à paraître dans un ouvrage collectif sur le thème *«comment contrer le blochérisme»*.